

Pour une École partagée. Entretien avec Pierre-Yves Madignier, Président d'ATD Quart Monde France

Gérard Blancheteau, Jean-Pierre Garel

► **To cite this version:**

Gérard Blancheteau, Jean-Pierre Garel. Pour une École partagée. Entretien avec Pierre-Yves Madignier, Président d'ATD Quart Monde France. Regards croisés, Fédération syndicale unitaire de l'enseignement, de la recherche et de la culture (F.S.U.), 2013, École et pauvreté, 5, pp.11-14. <http://institut.fsu.fr> . hal-01934320

HAL Id: hal-01934320

<https://hal-inshea.archives-ouvertes.fr/hal-01934320>

Submitted on 25 Nov 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Pour une École partagée

Entretien avec Pierre-Yves MADIGNIER, Président d'ATD Quart Monde France

Gérard Blancheteau, Jean-Pierre Garel
Institut de recherches e la FSU

Le Mouvement ATD Quart Monde est à la fois présent avec des personnes très pauvres et agit pour faire évoluer la société. Ce sont les deux facettes de son combat, intimement liées : c'est à partir de ce que vivent et veulent les personnes les plus démunies que le Mouvement entend mener son action pour faire évoluer la société.

L'entretien avec son président, Pierre-Yves MADIGNIER, vise à comprendre ses orientations envers l'École. Il en ressort que les enfants en situation de grande pauvreté ne peuvent s'en sortir qu'avec elle. Le savoir étant un moyen d'émancipation, il est donc important de maintenir des exigences d'apprentissage suffisamment ambitieuses.

Par ailleurs, l'accent est mis sur l'importance de reconnaître la richesse des familles les plus défavorisées, de partager des savoirs à partir de l'expression des plus pauvres.

Pauvreté, Parent, Savoir, Émancipation, Coopération, Partage, Qualification,

Un des rapports élaborés pour nourrir les débats de la Conférence de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale, qui s'est tenue en décembre dernier, propose de s'attaquer au cycle infernal de reproduction de la pauvreté. Pensez-vous que l'École joue un rôle dans cette reproduction ?

L'École, aujourd'hui, joue un rôle, mais c'est très compliqué. Les statistiques montrent que, dès l'entrée en maternelle, il y a déjà des enfants qui sont disqualifiés. On ne peut pas dire que l'École y soit pour quelque chose.

On accueille les enfants généralement à trois ans. Mais, de zéro à trois ans, il y a tellement de choses qui se passent et échappent à l'École... Elle est plongée dans un tel maelström, dans son quartier, dans la société. Ce n'est pas la faute de l'École s'il y a de la précarité, la crise du logement, des enfants qui vivent dans des habitats d'urgence.

L'École est chargée de toutes les attentes et, d'une manière ou d'une autre, tous les dysfonctionnements de la Société sont reportés sur elle. Comme si l'École disposait d'une baguette magique.

En revanche, dans son organisation, l'École joue sûrement un rôle. Mais c'est difficile, en fait, si on se contente de mesurer les entrées et les sorties, sans voir tous les phénomènes entre les deux, sans comprendre ce que ressentent les familles les plus pauvres, sans percevoir les effets de cette disqualification de leur vécu. « Qu'est-ce qu'elle fait ta maman ? ». Il y a des phénomènes qu'il faut repérer pour espérer pouvoir changer les choses.

L'école est chargée de toutes les attentes, dites-vous. Plus pour les familles en situation de grande pauvreté ?

Derrière les intérêts et les stratégies, très différents selon les groupes sociaux, il y a la même attente. Mais, de fait, l'École, c'est aussi des attentes déçues d'abord pour les personnes qui vivent dans la grande pauvreté. Pour elles, le combat pour l'École est particulièrement important. Cette action, nous l'avons vraiment engagée sous la demande la plus pressante des

familles. Quand on est dans la grande pauvreté, on a des tas de besoins, mais le plus important c'est que ses enfants s'en sortent, et ils ne peuvent s'en sortir qu'avec l'École.

L'année dernière, nous avons tenu une assemblée générale décentralisée à Rennes. Étaient là des militants d'ATD. La plupart vivaient des situations de grande pauvreté, mais la question qu'ils posaient était celle de l'École.

« Hors de l'École, point de salut », répètent souvent les personnes en situation de grande pauvreté, y compris celles qui sont le plus en situation de fuite devant l'École. Mais c'est tellement plus difficile pour eux de comprendre l'École, l'institution scolaire, ses règles... Quelle est la maille où les choses se décident ?

C'est plus difficile de comprendre l'école, pour les familles pauvres ?

Oui, mais, de façon générale, pour les gens qui sont hors de son monde, l'École paraît très compliquée. Bien sûr, le secteur industriel dans lequel je travaille a aussi ses complexités. D'une certaine manière, tous les secteurs d'activité sont compliqués. Mais la différence avec l'École, c'est que tous les acteurs sociaux se sentent très directement concernés et portent l'exigence de comprendre.

Au fond, on ne connaît pas bien ces choses qui appartiennent au quotidien de l'École. Par exemple, le débat sur le « socle commun » est absolument mystérieux pour la plupart des familles.

Dans les prérequis de la Charte élaborée par ATD Quart Monde, intitulée « le croisement des savoirs et des pratiques », vous soulignez l'importance de reconnaître la richesse des familles les plus défavorisées, de reconnaître les savoirs nés de l'expérience. Quels savoirs, par exemple ?

Je vais vous donner un exemple. Dans la Conférence de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale, au Conseil économique, social et environnemental, il y avait un sujet sur l'endettement. Et des gens très savants proposaient qu'on apprenne aux familles pauvres à gérer leur budget. Et on se disait : « Oui, c'est peut-être une bonne idée ». Mais une dame est intervenue : « Est-ce que vous savez gérer un budget de 483 euros par mois ? Qui le sait ici ? Eh bien moi, je sais et je peux vous l'expliquer ».

Cette anecdote pour dire que les plus pauvres développent des savoirs vitaux, nés de l'expérience, et pas reconnus. En même temps, il ne faut pas tomber dans l'excès inverse et idéaliser la grande pauvreté. Les plus pauvres n'ont pas toujours raison et personne ne choisit la grande pauvreté.

Cette dame a continué : « Mes enfants vont entendre à la télévision que leur maman ne sait pas gérer son budget ; qu'on va lui apprendre ».

Quand on veut traiter un problème social, il vaut mieux écouter ceux qui le vivent. Je sais, parce que je fréquente depuis des années des personnes qui vivent en grande pauvreté, qu'ils ont une expérience humaine que je n'ai pas, que j'essaie de comprendre, dont je tire des choses pour ma propre vie.

Ensuite – et c'est sans doute ce qui caractérise le plus les très pauvres — le chemin est très long pour que les plus pauvres puissent, parce qu'ils vivent des situations d'écrasement, prendre la parole. Le mouvement ATD Quart Monde a été construit pour qu'ils puissent la prendre.

ATD Quart Monde insiste sur l'importance du partage. La Conférence que nous avons évoquée propose de créer des alliances entre des groupes de parents défavorisés et d'enseignants. Ces alliances font référence à la notion de qualification mutuelle. En quoi cette qualification mutuelle vous apparaît-elle importante, et comment la construire ?

On peut avoir l'impression de partager les mêmes mots et, sous les mêmes mots, ne pas partager les mêmes représentations. Nous avons fait un travail important sur le partage des savoirs à partir de l'expression des plus pauvres. La méthode consiste à faire d'abord travailler des groupes de pairs : parents d'élèves pauvres, enseignants, parents ordinaires. Prenons le terme de réussite scolaire. En fait, ce terme, qui apparaît simple, recouvre des réalités très différentes.

Pour le parent pauvre, c'est ce qui se passe heure par heure dans la classe, c'est que son enfant n'éprouve pas de difficultés, ne se sente pas mis à l'écart, discriminé...

Pour l'enseignant, c'est une « bonne année », une bonne classe...

Pour le parent appartenant à une classe sociale élevée, c'est « dans 20 ans » : son fils sera avocat ou médecin généraliste...

Ainsi, quand on parle de réussite scolaire, on ne parle pas des mêmes choses. En prendre conscience permet, déjà, de mieux se comprendre, et, à partir de là, non pas d'en rester au constat mais de construire ensemble. Il faut travailler les différences de fond, et les divergences d'intérêt, légitimes, des uns et des autres, d'êtres sociaux qui ont des visions différentes mais pas de contradictions profondes d'intérêt. Mais, pour travailler ensemble, il faut des conditions. Permettre la rencontre, ça ne se décrète pas.

Il faut aussi de l'information pour comprendre la façon dont l'autre perçoit et s'exprime. Il y a eu un moment très fort lors des Ateliers pour l'École, à Lyon, en 2011, lorsque des parents très pauvres ont dit : « On a peur d'aller à l'École ». Il y avait, notamment, un père de famille, un véritable colosse : « Moi aussi, lorsque j'amène ma petite fille à la maternelle, je ne suis pas à l'aise ».

Si on en reste là, c'est extrêmement violent. Mais ces parents doivent aussi entendre la réaction des enseignants : « Mais nous aussi on a peur de vous ; on a peur que vous vous énervez... » Quand on a commencé à entendre ça, alors on peut dépasser ces réactions. On peut construire quelque chose pour que l'enfant soit l'objet de l'attention de toute l'institution scolaire, comme de la famille, et qu'il ait de meilleures chances.

Le terme de savoir est très présent à ATD Quart Monde. Vous parlez du savoir des familles mais aussi du savoir comme objet d'appropriation par les élèves. En quoi ce savoir est-il un moyen d'« émancipation », pour reprendre un terme présent dans vos publications ?

Une des choses les plus redoutables, parce que là aucun espoir n'est permis, c'est quand, face à des élèves dissipés, on décide de faire « du ludique ». On fait alors des choses qui leur plaisent mais qui ne leur apprennent rien. Dans ces conditions, vous murez la sortie de la grande pauvreté. C'est peut-être gratifiant, mais quels outils ça apporte aux familles en très grande pauvreté ? Non, ce que demande les familles les plus pauvres, c'est que leurs enfants s'en sortent, apprennent à lire, écrire, compter, à se repérer dans la société et dans le monde. Pour nous, le savoir est important. Ensuite, il s'agit de repérer les types de savoirs les plus susceptibles d'appropriation. Les personnes en grande pauvreté ont des savoirs d'expérience. Il faut qu'ils apprennent à les clarifier, à les mettre en mots.

C'est le dialogue entre les différents types de savoirs qui va permettre d'avancer.

Vous avez rencontré bien des acteurs de l'École, notamment lors des Ateliers pour l'École, à Lyon, puisque ces Ateliers étaient organisés avec un « comité inter-partenarial » composé d'ATD Quart Monde, de fédérations de parents d'élèves, de syndicats d'enseignants et de mouvements pédagogiques. Que retenir-vous de la position des uns et des autres à l'égard de l'École ?

Ce qui m'a vraiment frappé chez ces interlocuteurs, tous très impliqués mais avec, quelquefois, des positions très différentes, c'est de voir qu'ils avaient tous le même souci face à ce qui paraît, souvent à juste titre, comme un échec de l'École : l'existence de ce qu'on appelle les décrocheurs. Il y avait une vraie souffrance — même si le terme est difficile à utiliser — souffrance certainement d'individus, mais souffrance aussi des institutions.

J'ai rencontré également, dans mes fonctions de représentation, d'autres types de personnes. Je me souviens d'une rencontre, avec des gens, disons marqués à droite. Leur discours exprimait, au fond, la même souffrance vis-à-vis de l'école, mais la solution, toute simple, leur apparaissait de « passer sur le corps » des syndicats d'enseignants.

En fait, sur l'École, ce que j'ai vu, c'est qu'il y avait comme une sorte de barricade avec des gens qui se battaient, de part et d'autre de la barricade, tout en s'ignorant largement. Et cela alors même que l'École est, dans un pays comme la France, une question ressentie comme absolument centrale.

Je pense également — et ce n'est pas seulement le président d'ATD qui s'exprime, mais aussi l'homme d'entreprise — qu'il y a une méfiance vis-à-vis de l'École et, peut-être, une méfiance de l'École à l'encontre de la Société, en tout cas, du monde économique. C'est quelque chose de crucial.

L'École reste la grande histoire d'amour des Français, même si dans l'amour il y a parfois de l'incompréhension ou de la haine.

Que pensez-vous des divisions au sujet de l'école ?

Je pense qu'il est possible d'avancer vers des positions communes sur les grandes questions posées par l'École. Ce n'est quand même pas idiot que l'idée que les enseignants doivent être formés fasse l'objet d'un accord général (je ne sais d'ailleurs pas comment on a pu nous faire avaler l'idée inverse !).

De la même façon, il y a l'idée que l'École est le lieu où on fabrique de la citoyenneté, une aptitude simplement à vivre ensemble, à se croiser sans s'agresser ; le fait qu'on souhaite qu'un certain nombre de choses, pré-idéologiques, pré-confessionnelles forment les bases de ce qui est pour moi une société laïque, une base suffisamment large et partagée pour qu'ensuite les prises de positions idéologiques des uns et des autres puissent prendre place. Sur tout cela, est-ce qu'un accord substantiel ne pourrait pas être obtenu ?

Lorsque j'ai rencontré l'administrateur général du Cnam, Christian Forestier, il m'a dit que ce qui le rendait optimiste (peut-être trop ?), c'était de constater que les discours politiques sur l'École s'étaient rapprochés. La dernière campagne présidentielle n'a pas forcément confirmé cette appréciation. Il ajoutait que les pays qui réussissaient le mieux le domaine scolaire, selon les classements internationaux, mettaient en œuvre des solutions très différentes, d'un pays à l'autre. Mais ce qui les caractérisait est que chacun de ces pays était en accord avec le modèle retenu, partagé par leur société.

Je ne suis pas en mesure de généraliser comme lui le fait, mais je suis convaincu qu'on doit effectivement arriver à un partage sur l'École ; à ce que chaque Français se dise : « Je peux

voter à droite, je peux voter à gauche, mais, pour mes gamins, il faut que, tous ensemble, on construise quelque chose sur quoi on se sera mis d'accord ».

Qu'est-ce qui, selon vous, devrait fondamentalement changer dans l'École, au bénéfice des élèves les plus pauvres ?

Je crois vraiment que c'est la coopération. C'est pour nous une notion absolument capitale. La pédagogie de la coopération représente pour ATD quelque chose d'extrêmement profond. Elle ne concerne pas seulement les plus pauvres, mais l'ensemble de notre système éducatif, ses valeurs, son organisation. Nous avons, de fait, un système qui repose sur l'élimination, la concurrence, la sélection. Et ce système est, à mes yeux, archaïque.

Si je me situe un moment du point de vue de l'entreprise, nous demandons aux gens d'être capables de collaborer entre eux. On ne leur demande pas, en permanence, de démontrer qu'ils sont meilleurs que les autres. Maintenant, je ne sais pas si c'est facile d'aborder ces questions-là de manière dépassionnée.

La coopération suppose la mixité sociale. Or, aujourd'hui, il n'y a pas vraiment de mixité sociale, et pas de coopération. Je prends l'exemple, caricatural, des classes de niveaux qui écartent, a priori, la coopération.

Au fond, l'École doit permettre de faire société. C'est ça qu'il faut arriver à réaliser, au bénéfice de tout le monde.

Aujourd'hui, on va privilégier les jeunes qui vont faire ÉRASMUS ; on ne va pas privilégier ceux qui auront fait l'essentiel de leur scolarité dans les établissements de leur quartier. Pourtant, apprendre à vivre avec d'autres, qui vont être différents, qui vont peut-être avoir d'autres références culturelles ou religieuses, c'est une chose extrêmement précieuse et, dans le monde d'aujourd'hui, on a besoin de ça. Et du coup, on donne sa chance à l'expérience de vie des gens qui vivent en grande pauvreté.

Les personnes en grande pauvreté représentent pour nous, ATD, une question centrale. La société française, dans son ensemble, n'est pas convaincue que ce soit là une clé essentielle.

Ce que propose ATD Quart Monde, c'est un vrai beau changement. C'est un changement vraiment nécessaire.

Propos recueillis le 9 janvier 2012 par Gérard Blancheteau et Jean-Pierre Garel